

Hydrocarbures—Loi

Et la capacité de production? La diminution des prix pétroliers et la réduction subséquente des investissements dans le secteur amont, et surtout le ralentissement de la prospection, auront des conséquences graves sur la production future de brut au Canada. D'après une estimation récente de la capacité de production faite par l'Association pétrolière du Canada, la capacité de production de brut léger diminuerait d'environ 30 p. 100 pour se situer à 700,000 barils par jour en 1990, et de 58 p. 100 pour tomber à 420,000 barils par jour en 1995. La chute des prix pétroliers aura également une incidence sur les projets de production de brut synthétique, sur la production bitumineuse et sur celle de pétrole lourd ordinaire. Toute augmentation de la capacité de production ou toute compensation de la production en moins due à une diminution des réserves naturelles doit venir uniquement des projets d'exploitation des produits bitumineux qui en sont déjà à la phase de la construction ou de la production préliminaire. D'après ces calculs, le Canada risque de perdre son autonomie statistique dès 1990; une carence importante pourrait se manifester dans les approvisionnements en 1995, et le Canada dépendrait du pétrole importé pour environ 30 p. 100 de ses besoins.

● (1600)

Je n'apprends rien à personne en disant que les exportations de pétrole et de gaz jouent un rôle important dans la balance des paiements du Canada et dans sa balance commerciale positive. La baisse de prix actuelle compromettra fort cette situation. Les effets se font déjà ressentir. En 1985, les exportations de pétrole brut et de gaz naturel étaient évaluées à 9.8 milliards de dollars. Les variations entre les exportations du premier trimestre de 1986 et celles du premier trimestre de 1985 sont renversantes.

M. McDermid: En volume ou en valeur?

M. Berger: En valeur, monsieur le Président. Celles de pétrole brut ont chuté de 28.2 p. 100 au cours du premier trimestre de 1986. Celles de gaz naturel ont baissé de 22.6 p. 100, pour un total de 25.4 p. 100.

M. McDermid: Parlez-nous du volume.

M. Berger: Le secrétaire parlementaire veut que nous parlions du volume. C'est, évidemment, la foi du gouvernement dans les forces du marché et son acceptation des prix du marché et de tout ce qui en découle qui bouleversent ainsi notre économie. Si les conditions de prix et les problèmes de commercialisation persistent, les exportations de 1986 vont probablement tomber au-dessous de 6 milliards de dollars. Cette situation est naturellement celle des prix inférieurs du pétrole et des effets qu'ils produisent sur l'industrie pétrolière au Canada. Les perspectives ne sont guère encourageantes.

J'ai aussi des observations à faire sur le secteur des énergies renouvelables au Canada. L'une des premières initiatives du nouveau gouvernement quand il s'est installé au pouvoir a été d'éliminer complètement la division de l'énergie au Conseil national de recherches. Toute la recherche dans les domaines de l'énergie éolienne, de l'énergie solaire et de la biomasse a

été annulée. Le Canada en était à mettre au point une technologie de catégorie mondiale. Nous commençons à exporter vers les pays d'Afrique et d'autres nombreux marchés du monde. Aussitôt au pouvoir, le gouvernement a annulé toute la recherche sur les énergies renouvelables, obligeant ainsi l'industrie à exporter un produit sans possibilité de développement futur.

Si on examine la situation à court terme, en fonction des faibles prix de l'énergie depuis la fin de 1984 jusqu'à aujourd'hui, on peut difficilement justifier les dépenses concernant l'énergie renouvelable, qui pourraient être beaucoup plus coûteuses à court terme. Est-ce ainsi qu'on peut assurer l'autarcie du Canada à l'avenir, dans le domaine de l'énergie? Le gouvernement doit certainement se soucier de ce qui se passera d'ici cinq ou dix ans si le prix de l'énergie se retrouve au même niveau qu'à la fin des années 70 ou au début des années 80. Nous devons veiller à ce que notre pays puisse satisfaire à ses besoins en énergie lorsque nos réserves d'hydrocarbures actuelles seront épuisées.

La politique énergétique du gouvernement semble se concentrer sur la situation à court terme et négliger les perspectives à long terme sans lesquelles il n'est pas possible d'examiner l'impact global des responsabilités qui sont celles du Canada au niveau mondial.

M. Foster: Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du député de Laurier (M. Berger) qui a très bien saisi les aspects scientifiques du secteur de l'énergie renouvelable.

M. Crosbie: Soyez sérieux, docteur.

M. Foster: J'ai entendu, cet après-midi, les propos du secrétaire parlementaire. Il parlait comme si le gouvernement savait exactement ce qu'il faisait. Il suffit de voir que 36 tours de forage sur 480 fonctionnent actuellement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest. Le discours du secrétaire parlementaire m'a fait penser à un article que j'ai lu le 1^{er} avril dans le *Star*, de Toronto. Cet article, intitulé «La chute des cours du pétrole met les conservateurs dans l'embarras», disait ceci:

Chaque semaine, des tours de forage quittent les champs pétrolifères. Les banques commencent à hésiter à prêter de l'argent. Les producteurs annulent leurs contrats de forage. Des étages entiers d'immeubles à bureaux de Calgary se vident.

Cela porterait à croire que le gouvernement ne sait pas vraiment ce qu'il fait. Je serais curieux d'entendre le député de Laurier nous dire si, à son avis, le gouvernement sait ce qu'il fait. Je vous lis la suite de l'article:

Les députés sont très conscients des angoisses de leurs électeurs. «Calgary est dans une situation désastreuse» a dit Bobbie Sparrow, l'un des quatre députés de la ville. «Je parle tous les jours au téléphone à des géologues et à des ingénieurs dans la quarantaine ou la cinquantaine, qui ont des enfants à l'université, des hypothèques et des prêts bancaires et qui ont perdu leur emploi.»

Le problème, c'est que le caucus conservateur de l'Alberta ne sait toujours pas ce qu'Ottawa doit faire. «C'est arrivé si rapidement que nous n'avons pas eu grand temps pour réfléchir à la situation» déclare le président du caucus, Jack Shields. Ses collègues et lui ont organisé une séance de remue-ménages de trois jours, à Edmonton, cette semaine, pour entendre les suggestions des dirigeants de l'industrie pétrolière, des porte-parole du secteur de l'assurance, des foreurs, des géophysiciens et des autorités provinciales.